

COVID-19 : 9 mesures

pour une économie démocratique
et pour sortir de la faillite actuelle

- 1 Gestion démocratique de la sécurité sociale
- 2 Annulation des dettes et financement par cotisation
- 3 Conquêtes sociales : garantir un salaire pour tous
- 4 S'appropriier et gérer collectivement l'économie
- 5 Sécurité sociale de l'alimentation
- 6 Sécurité sociale du logement
- 7 Sécurité sociale de l'énergie et du transport
- 8 Médias et référendum d'initiative citoyenne
- 9 Agir hors des traités néolibéraux européens

1^{er} mai 2020



@ReseauSalarial



reseausalarialFR





En soutien à l'initiative de l'Institut Homme Total, et fort de ses propositions, Réseau Salarial en renouvelle l'appel pour sortir de la faillite actuelle.

Nous reprenons et poursuivons cet appel en proposant l'extension de la Sécurité sociale à de nombreux pans de l'économie afin de mettre en mouvement, secteur par secteur, la reconquête de nos droits politiques.

L'échec et l'impréparation de notre société face à la crise sanitaire du covid-19 est révélatrice de l'irresponsabilité des décideurs dans le capitalisme, et de la vulnérabilité de ce système économique face aux aléas. C'est ce mode de production, qui permet aux actionnaires de décider à notre place ce que l'on produit, où, et comment, qui nous conduit à une telle crise. Sans ces parasites, et sans un gouvernement néolibéral qui renforce toujours plus le pouvoir des actionnaires et des prêteurs, nous aurions pu : produire rapidement du gel hydroalcoolique et des masques en France en quantité suffisante, avoir un système de santé financé sur le long terme, et des entreprises résilientes aux chocs et ne croulant pas sous les dettes.

De leur côté, tout en reconnaissant l'utilité du corps soignant, nos gouvernements n'ont eu de cesse de nier le caractère productif de son travail. Nous avons pu observer le dépérissement et l'endettement de l'hôpital public, puis la répression policière contre le corp soignant en lutte depuis plus d'un an, et enfin les applaudissements du gouvernement lorsque les professionnels de santé portaient au front.

Il est grand temps que nous reprenions en main notre destin. Par ces propositions fortes, nous souhaitons rendre hommage à tous les travailleurs actuellement mobilisés, en allant bien au-delà des applaudissements de rigueur. Alors que la classe dirigeante tente d'utiliser la crise sanitaire pour justifier de nouvelles mesures d'austérité ou de casse du code du travail, nous souhaitons rappeler qu'une autre réalité est possible. Cette réalité est démocratique, souveraine et émancipatrice. Elle existe déjà, et ne demande qu'à être étendue.

Voici donc neuf mesures pour sortir de la faillite capitaliste actuelle et enfin étendre la démocratie aux entreprises, pour avoir toutes et tous notre mot à dire sur les décisions d'investissement.

1

gestion démocratique de la sécurité sociale

réinstaurer un régime général de Sécurité sociale digne de celui institué par les communistes au sortir de la guerre en 1946 !

Les politiques néolibérales n'ont eu de cesse de détruire ce que nos anciens avaient su mettre sur pieds dans un pays pourtant exsangue. Lors de la mise en place du régime général de Sécurité sociale en 1946, il ne s'agissait pas seulement d'assurer une sécurité face aux aléas du marché et de la vie, mais surtout de l'appropriation par l'ensemble des travailleuses-travailleurs de la gestion d'une caisse commune (représentant la moitié du budget de l'Etat de l'époque et, très vite, plus de l'équivalent de celui-ci !) qui ne soit pas dépendante du patronat et du capital. Cependant, nous avons perdu, en 1967, le droit d'élire les directeurs de caisses de Sécurité sociale et l'expérience victorieuse de vingt années de gestion majoritaire (aux trois quarts) de ces caisses par les salariés ! C'est à cause du refus de notre souveraineté sur ces caisses et d'une politique visant à détruire lesdites « charges sociales » que nous en sommes arrivés aujourd'hui dans des conditions sanitaires si dramatiques, malgré les moyens financiers, techniques et logistiques dont nous pourrions disposer.

Nous demandons donc, dès aujourd'hui, le retour à la gestion démocratique des caisses de sécurité sociale, en évinçant le patronat et l'Etat de son conseil d'administration.

2

annulation des dettes et financement par cotisation

revaloriser les taux de cotisation des entreprises à leur juste mesure et annuler l'intégralité de leurs dettes d'investissement

Face à la crise actuelle, le gouvernement vient d'offrir aux entreprises de suspendre les cotisations sociales, alors même que celles-ci financent nos services de santé déjà en crise – et notamment les salaires de nos soignants, ce qui est contradictoire avec la reconnaissance de leurs efforts. Nous proposons au contraire une revalorisation de ces cotisations afin de financer l'ensemble de la Sécurité sociale et, en outre, de créer une Sécurité sociale pour l'alimentation, le logement, l'énergie et les transports. Cette revalorisation doit notamment passer par la suppression de l'intégralité des abattements et exonérations de cotisations, mais aussi par le remplacement de l'impôt (en particulier la csg) par la cotisation sociale.

L'annulation de leurs dettes d'investissement permettrait aux entreprises de supporter une telle augmentation des cotisations. En effet, l'investissement par crédit n'est pas une nécessité, et est même illégitime : nous produisons la valeur que l'investissement ne fait qu'avancer, alors pourquoi devrions-nous rembourser des prêteurs qui, en premier lieu, ont capté la valeur que nous produisons ? L'investissement par crédit n'a d'intérêt que pour permettre aux prédateurs de ponctionner une partie de la valeur créée par les travailleuses-travailleurs ; et la réponse ne peut pas être de simplement taxer le capital, ce qui conduirait à le légitimer et à nous laisser toujours dépendant des rentiers.

A l'opposé, le financement par subvention a démontré toute son efficacité lorsqu'il a fallu, dans les années soixante, créer tout un appareil de soin jusqu'alors inexistant.

3

conquêtes sociales garantir un salaire pour tous

défendre, étendre et prolonger nos conquêtes sociales : retraites, augmentation des salaires, qualification, cotisation sociale, statuts, etc.

Face aux aléas du marché de l'emploi (pour les salariés) et du marché des biens et services (pour les indépendants), que la crise actuelle ne fait qu'exacerber et éclater au grand jour, il faut mettre fin au chantage capitaliste à l'emploi et à la précarisation du travail indépendant : instituons un droit irrévocable à être titulaire d'un salaire, de 18 ans à la mort.

Les premières mesures d'urgence sont donc : la mise en place d'un salaire étudiant, le maintien et l'augmentation de tous les salaires (smic à 1900 € minimum) et de toutes les allocations familiales, la continuation du salaire à 100 % en période de chômage indépendamment de la durée de cotisation, et la réaffirmation de la retraite comme poursuite du salaire. Ainsi, nous devons poser : l'abaissement de l'âge de départ en retraite à cinquante ans, avec poursuite du meilleur salaire, et une retraite minimale de 2000 euros, quel que soit le nombre de trimestres passés sur le marché de l'emploi.

Si être titulaire de son salaire permettra un meilleur arbitrage des temps sociaux (travail domestique, travail militant, etc.), la libération du temps des parents est également une condition pour une pleine émancipation : le cumul d'un poste de travail et des obligations familiales est souvent vécu par les parents comme un tiraillement, voire une frustration. Afin d'éviter que ceux-ci ne renoncent totalement à leurs aspirations de travail collectif en société, sans négliger l'éducation de leurs enfants à la maison, il faut mettre en place un réseau de crèches et de garderies gratuites sans conditions d'emploi et de ressources. Sous gestion des caisses des allocations familiales (qui garantissent un salaire aux parents), la garde des enfants permettrait aux parents d'alterner entre, d'une part, le travail domestique et d'éducation des enfants et, d'autre part, le travail collectif au sein de la société.

4

s'appropriier et gérer collectivement l'économie

abolir la propriété lucrative pour généraliser la propriété d'usage

A l'échelle individuelle, la propriété que nous utilisons (maison, voiture, vêtements, etc.) doit nous appartenir ; or, dans le capitalisme, ce que nous utilisons n'est pas forcément à nous : une maison à crédit ou louée, une voiture à crédit, etc.

A l'échelle collective, il en va de même : ce sont les grands « investisseurs » qui possèdent et décident de la production ; ce sont eux qui choisissent d'investir dans des entreprises qui produisent des machines irréparables avec obsolescence programmée, ou d'exploiter les gazs de schistes, et ce, sans le consentement du grand public.

Pour que l'économie soit enfin le reflet de nos aspirations collectives, il nous faut collectivement décider de ce que nous produisons. En particulier, nous devons redonner au corps soignant toute latitude dans leur activité professionnelle : sans parasites pour décider à la place des travailleuses-travailleurs, nous aurions pu produire assez de gel hydroalcoolique et de masques en France, sans dépendre de la production d'autres pays.

Cette démocratie économique que nous revendiquons, et qui peut s'inspirer de la réussite de la Sécurité sociale en matière de santé, doit donc être étendue à l'ensemble des entreprises et, en premier lieu, aux secteurs clefs : l'alimentation, le logement, le transport et l'énergie.

5

sécurité sociale de l'alimentation

instaurer une sécurité sociale de l'alimentation pour cultiver et nous nourrir comme nous l'entendons

Tandis que l'agro-business recherche le profit sans se soucier de nos vies et de nos terres, tout un secteur de production alternatif de produits écoresponsables est en pleine effervescence. A la fois marginalisées par l'agro-business et réservées à une petite partie de la population, ces alternatives ne pourront se développer pleinement qu'avec l'appui d'une véritable institution : une Sécurité sociale de l'alimentation.

Cette nouvelle branche de la Sécurité sociale, développée sur le modèle de la carte vitale et des cotisations *santé*, permettrait d'allouer à chaque personne un budget de 150 € par mois, réservé à l'achat de produits issus des producteurs conventionnés selon des critères décidés collectivement et démocratiquement. Elle permettra également de soutenir financièrement les projets alternatifs, via une caisse d'investissement, pour éviter leur marginalisation et leur assurer un développement pérenne et à la hauteur de nos aspirations collectives.

6

sécurité sociale du logement

instaurer le droit au logement pour tous

Tout comme la santé, le logement est un besoin fondamental, dont on ne peut se passer : un pré-requis à toute activité. Aujourd'hui, son édification est confiée aux promoteurs immobiliers, qui n'y voient qu'un produit parmi tant d'autres : pour baisser les coûts de construction et augmenter leur profit, ils font construire des logements trop petits, inadaptés, et mal réalisés ; le prix de vente, lui ne fait qu'augmenter.

Par ailleurs, la plupart d'entre nous doit payer un loyer, qui représente entre un quart et la moitié de nos revenus et dépenses, selon les déciles. Mais, qu'est-ce qu'un loyer ? Notre propriétaire fournit-il un travail que nous viendrions alors rémunérer ? Non. Un loyer est simplement une rente : notre propriétaire nous demande de lui donner une partie de notre salaire, au seul titre de son droit de propriété. En versant un loyer, nous permettons à notre propriétaire de rembourser son prêt immobilier : autrement dit, nous payons (nous achetons !) petit à petit son appartement. Et, en retour, nous ne pouvons même pas disposer de notre maison ou appartement (c'est-à-dire de notre lieu de vie) comme nous le souhaitons.

Une fois de plus, la propriété lucrative (c'est-à-dire la rente) doit être abolie pour laisser place à la seule propriété d'usage, pour enfin vivre comme nous le souhaitons. Développons une Sécurité sociale du logement qui assure à tous l'accès à un logement adapté aux modes de vie contemporains, conçu et construit par des professionnels conventionnés, respectueux des bonnes pratiques de construction et de l'environnement.

7

sécurité sociale de l'énergie et du transport

décider ensemble de la transition écologique

Le coronavirus n'est qu'un des nombreux exemples de l'interaction mortifère qu'entretient le capitalisme avec l'environnement. En Chine, l'amélioration drastique de la qualité de l'air, due à l'arrêt brutal des activités non essentielles en période de confinement, a permis de sauver plus de vingt fois le nombre de vies perdues du fait du virus : ce seul constat devrait suffire, dans le contexte actuel, à comprendre à quel point le mode de production capitaliste tue.

Parmi les activités humaines ayant le plus d'impact sur l'environnement, la production d'énergie et les activités de transport sont deux domaines beaucoup trop importants pour être laissés dans les mains des rentiers : il est urgent que les travailleuses et travailleurs reprennent la main sur ces secteurs afin de décider démocratiquement des investissements et transformations nécessaires dans le contexte actuel de crise climatique et environnementale (pollution de l'air, teneur en carbone de la production d'énergie, maîtrise de notre consommation d'énergie, isolation des bâtiments, choix du mode de transport des marchandises, etc.) mais aussi des orientations technologiques sur le long terme (nécessité de la course aux nouvelles technologies, du nucléaire, etc.).

L'expansion de la sphère de la Sécurité sociale, c'est-à-dire de la démocratisation de l'économie, doit donc se poursuivre dès aujourd'hui par une cotisation sociale d'investissement pour l'énergie et le transport, ainsi que par la gratuité des premiers kilowattheures d'énergie consommés chez soi (électricité, gaz) et des transports en commun de proximité.

8

médias et référendum d'initiative citoyenne

s'informer librement et décider démocratiquement de notre avenir collectif

Les conditions de la crise du *Covid-19* sont le fruit d'une mainmise complète des capitalistes sur les décisions politiques. Il n'est pas normal que nous n'ayons pas été consultés quant au devenir de nos services publics : la démocratie est sans cesse bafouée, sous-prétexte que le peuple ne serait « pas compétent » pour décider de ce qui est bon pour lui. Or, qui nous a conduit à ce désastre si ce n'est ceux qui s'auto-proclament « compétents » ?

Nous avons pu observer à de maintes reprises, et notamment lors du mouvement des *Gilets Jaunes*, que, malgré une diversité de médias, les grands moyens d'information ne font que diffuser la pensée dominante et ne permettent pas de véritable pluralisme d'opinions. Leur dépendance envers la publicité et la nécessité de "faire du *buzz*" pour percer favorise le prêt-à-penser et empêche l'analyse profonde de notre système économique.

Pour garantir un vrai débat public, et ainsi mettre en place une démocratie digne de ce nom, l'indépendance économique de tous les journalistes est indispensable. Nous devons donc réorganiser nos institutions de formation, d'information et de prise de décision, c'est-à-dire : abolir la propriété lucrative des moyens d'information et assurer collectivement le salaire des journalistes, sur le modèle de celui du personnel soignant ; mettre en place une grande politique d'éducation populaire et instaurer une éducation nationale indépendante de toute pensée dominante, assurant à toutes et tous l'accès gratuit aux pédagogies alternatives ; et instituer un référendum d'initiative citoyenne qui nous redonne la parole sur des sujets étatiques, locaux et de production, notamment face à la crise écologique et sociale.

Seulement grâce à une éducation et une information libérées de la pensée dominante, le débat démocratique reprendra de la vigueur.

9

agir hors des traités néolibéraux européens

loin de tout traité niant la souveraineté des peuples, recréer un véritable internationalisme avec toutes les nations

Cette crise sanitaire a bien montré l'impact des mesures néolibérales sur les secteurs de la santé à travers l'Europe : impréparation, manque de moyens et d'équipement sont les conséquences des réformes austéritaires.

L'U.E., telle qu'elle existe, n'est qu'une structure construite comme un marché doté de règles économiques gravées dans le marbre de traités quasiment inmodifiables (l'unanimité des Etats membres est requise), et organisant une concurrence acharnée entre les travailleuses et travailleurs des différents Etats.

C'est pourquoi aucune des mesures d'urgence présentées ici ne sera possible en respectant le cadre néolibéral européen.

loin de tout traité niant la souveraineté populaire de chaque pays sur son économie, nous devons plutôt réaffirmer un internationalisme coopératif entre les nations.



@ReseauSalariat



reseausalariatFR